

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

Pouvoir adjudicateur coordonnateur :

**AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE
90 rue du Férétra CS 87801
31078 TOULOUSE CEDEX 04**

Consultation n° 2024-166

**Prestations de prélèvements et d'analyses des paramètres « Macro-Invertébrés Benthiques »
dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) pour la surveillance des eaux côtières et de
transition des bassins Artois-Picardie, Seine-Normandie, Loire-Bretagne et Adour-Garonne**

CODE CPV (principales et complémentaires) :

90700000 : Services relatifs à l'environnement

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2 – POUVOIRS ADJUDICATEURS - ACHETEURS	5
ARTICLE 3 – FRACTIONNEMENT DU MARCHE	6
3.1 Allotissement	6
3.2 Attribution des lots	6
ARTICLE 4 – CCAG APPLICABLE	6
ARTICLE 5 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE	6
5.1 Mode de passation du marché	6
5.2 Forme de l'accord-cadre	7
ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR LOT	7
ARTICLE 7 – MODALITES DE DECOMPTE DES DELAIS	7
ARTICLE 8 – REPRESENTANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	7
ARTICLE 9 – REPRESENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATIONS	8
9.1 Représentation du titulaire	8
9.2 Obligations d'information	8
ARTICLE 10 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	9
ARTICLE 11 – CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE	9
ARTICLE 12 – BONS DE COMMANDE	9
12.1 Attribution des bons de commande	9
12.2 Emission des bons de commande	9
ARTICLE 13 – ASSURANCES	9
ARTICLE 14. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE	10
14.1 Confidentialité	10

14.2	Protection des données personnelles	10
14.3	Mesures de sécurité	11
ARTICLE 15 – PRIX		11
ARTICLE 16 – REVISIONS DES PRIX		11
ARTICLE 17 – MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM ANNUELS PAR LOT		12
ARTICLE 18 – MODALITES DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT ET REGLEMENT		14
18.1	Présentation de la demande de paiement et de son annexe	14
18.2	Cotraitance	15
18.3	Sous-traitance	15
18.4	Financement du marché	16
18.5	Modalités de paiement	16
18.6	Comptable assignataire de la dépense	17
18.7	Cession de créances	17
ARTICLE 19 – DUREE DE L'ACCORD CADRE		18
19.1	Durée des lots	18
19.2	Modalités de non-reconduction	18
19.3	Durée de validité de l'accord cadre et durée d'exécution des bons de commande	18
ARTICLE 20 – DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS PAR LOT		18
ARTICLE 21– PENALITES DE RETARD		18
21.1	Montant des pénalités	18
21.1	Plafonnement	19
21.2	Exonération et mise en recouvrement des pénalités	19
21.3	Pénalités en cas de cotraitance	19
ARTICLE 22 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES		19

ARTICLE 23 – CLAUSE DE REEXAMEN	19
ARTICLE 24 – VERIFICATION DES PRESTATIONS ET DECISIONS	20
24.1 Vérifications quantitative et qualitative	20
24.2 Décisions après vérification	20
ARTICLE 25 – PROPRIETE DES RESULTATS	20
25.1 Propriété des données et outils utilisés pour les besoins des prestations	20
25.2 Propriété des résultats	20
ARTICLE 26 – RESILIATION	21
ARTICLE 27– EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE	21
ARTICLE 28 – MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE	21
ARTICLE 29 – PRESTATIONS SIMILAIRES	22
ARTICLE 30 – DIFFERENDS ET LITIGES	22
30.1 Différends	22
30.2 Tribunal compétent	22
ARTICLE 31 – DEROGATIONS AU CCAG	23

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne les prestations de prélèvements et d'analyses des paramètres « Macro-Invertébrés Benthiques » dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) pour la surveillance des eaux côtières et de transition des bassins Artois-Picardie, Seine-Normandie, Loire-Bretagne et Adour-Garonne.

Les titulaires sont tenus à une obligation de résultats.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (codes CPV) est :

Libellé	Code CPV
Services relatifs à l'environnement	90700000

ARTICLE 2 – POUVOIRS ADJUDICATEURS - ACHETEURS

Les prestations du présent marché seront réalisées pour le compte d'un groupement de commande constitué des 6 pouvoirs adjudicateurs désignés ci-après par le terme « **l'Agence ou les agences** » suivants :

Agence de l'eau Adour Garonne , coordonnatrice et membre du groupement

90 rue du Férétra CS87801

31078 Toulouse cedex 4

Siret : 183 100 064 00033

Tél : +33 561363738

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

Agence de l'eau Artois-Picardie, membre du groupement

200 rue Marceline – BP 818

59508 DOUAI Cedex

Siret : 185 911 781 00028

<https://www.eau-artois-picardie.fr/>

Agence de l'eau Loire-Bretagne, membre du groupement

9 avenue de Buffon – BP 36339

45063 ORLEANS Cedex 2

Siret :184 503 019 00012

<https://agence.eau-loire-bretagne.fr/>

Agence de l'eau Seine Normandie, membre du groupement

12 rue de l'Industrie

92146 COURBEVOIE

<https://www.eau-seine-normandie.fr/>

Siret : 187 500 095 00166

ARTICLE 3 – FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ

3.1 Allotissement

Le présent marché est découpé en 12 lots (présentés au CCTP) :

- Lot 1 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (2 MEC) de transition (3 MET) de la Mer du Nord pour le compte de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- Lot 2 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (1 MEC) de transition (1 MET) des estuaires picards pour le compte de l'agence de l'eau Artois Picardie ;
- Lot 3 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (4 MEC) de transition (1 MET) de la Baie de Seine EST pour le compte de l'agence de l'eau Seine Normandie ;
- Lot 4 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (3 MEC) de transition (2 MET) de la Baie de Seine OUEST pour le compte de l'agence de l'eau Seine Normandie ;
- Lot 5 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (6 MEC) de transition (1 MET) de l'Ouest et Nord Cotentin pour le compte de l'agence de l'eau Seine Normandie ;
- Lot 6 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (11 MEC) de transition (2 MET) Subtidal côtier en Bretagne et estuaires en Bretagne nord pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 7 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (14 MEC) de l'Intertidal côtier en Bretagne pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 8 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses de transition (5 MET) des Estuaires en Bretagne sud pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 9 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (4 MEC) de transition (2 MET) de la Loire-Atlantique et Vendée pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 10 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (1 MEC) de transition (1 MET) de la Charente -Maritime nord pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- Lot 11 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (2 MEC) de de transition (2 MET) de Charente-Maritime sud pour le compte de l'agence de l'eau Adour Garonne ;
- Lot 12 : Suivi des macro-invertébrés benthiques des masses d'eaux côtières (1 MEC) de de transition (3 MET) du Sud Gironde pour le compte de l'agence de l'eau Adour Garonne.

3.2 Attribution des lots

Chacun des lots fait l'objet d'un accord cadre distinct.

ARTICLE 4 – CCAG APPLICABLE

Le présent CCAP se réfère expressément au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG FCS). Les articles de ce CCAG qui ne sont pas modifiés par le présent CCP s'appliquent de plein droit.

ARTICLE 5 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

5.1 Mode de passation du marché

Le marché est passé sur appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 et R 2124-2 du Code de la Commande Publique.

5.2 Forme de l'accord-cadre

Le marché est passé selon la technique des accords-cadres exécutés par bons de commande conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 – DOCUMENTS CONTRACTUELS PAR LOT

Les documents contractuels par lot régissant l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante, les suivants :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière le bordereau de prix unitaires par lot dûment complétés et signés par le titulaire ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, objet de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (et ci-après désigné : CCAG FCS) ;
5. Le mémoire technique du candidat attributaire ;
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent accord-cadre.

Bien que non jointe, la pièce n° 4 est réputée connue des titulaires.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCAP, des CCTP, du CCAG-FCS ou contraire à la réglementation applicable au présent accord-cadre est réputée non écrite.

ARTICLE 7 – MODALITES DE DECOMPTE DES DELAIS

Sauf éventuelle exception du CCTP, les délais, tant administratifs que d'exécution figurant dans tous les documents régissant le présent marché sont décomptés suivant les modalités de computation indiquées à l'article 3.2 du CCAG FCS.

ARTICLE 8 – REPRESENTANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La liste des référents Agences pour l'exécution des marchés sera transmise à chaque attributaire lors de la notification. L'identité du référent concerné sera reprise sur tous les échanges de documents (commande, résultats, etc...)

En cas de changement de personnel, chaque agence s'engage à en avertir les titulaires des lots dans les plus brefs délais.

ARTICLE 9 – REPRESENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATIONS

9.1 Représentation du titulaire

L'équipe présentée par le prestataire (candidat individuel sous-traitance éventuelle incluse ou groupements) dans son offre sera en charge des prestations pendant toute sa durée.

9.2 Obligations d'information

Toute modification concernant le prestataire doit être signalée dans les conditions prévues à l'article 3.4.2 du CCAG FCS applicable.

Doivent être notifiées sans délai à l'acheteur les modifications survenant encours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire selon les modalités de son choix (Place...). L'agence de l'eau Adour-Garonne met à disposition gracieusement les services de e-attestation (<http://www.e-attestations.fr>).

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé- service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les noms, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique des coûts de revient).

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui sont notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Le changement du personnel en charge des prestations doit s'effectuer dans les conditions et délais prévues à l'article 3.4 du CCTP.

ARTICLE 10 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues par lot dans le cadre du présent marché sont exposées en détail au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Les prestations donnent lieu à des bons de commandes émis dans les conditions précisées à l'article 12 ci-après.

ARTICLE 11 – CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

Les agences se réservent la possibilité de réaliser elle mêmes des prestations en complément des prestations prévues au CCTP.

ARTICLE 12 – BONS DE COMMANDE

12.1 Attribution des bons de commande

Les bons de commande sont émis au titulaire par l'agence de l'eau Adour Garonne coordonnatrice du groupement de commande.

12.2 Emission des bons de commande

Les bons de commande précisent :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- référence du lot et du n° de l'accord cadre correspondant ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ainsi que de besoin, le calendrier d'exécution associé (qui pourra faire l'objet d'une annexe);
- le montant du bon de commande établi sur la base des prix figurant au BPU annexé à l'acte d'engagement, révisés le cas échéant.

Chaque bon de commande est notifié au titulaire au moins 7 jours avant la date de début des 1ères prestations, prévue dans le bon sauf en ce qui concerne les réparations urgentes où le délai peut être inférieur à la journée.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAF FCS, les bons de commande sont adressés au titulaire par simple courrier ou mail. Le titulaire est tenu d'en accuser réception par tout moyen donnant date certaine à leur réception.

Chaque titulaire est averti que les bons de commande peuvent être émis soit en une seule fois pour toute la campagne soit en plusieurs fois au fur et à mesure de l'exécution des prestations.

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du marché devra justifier qu'il est titulaire d'une police de responsabilité civile, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil, en cours de validité. Ce contrat doit le garantir, en vertu des articles 1240 et suivants du code civil, contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'agence de l'eau Adour-Garonne à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent contrat.

Le titulaire du marché doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait à l'agence de l'eau Adour-Garonne, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés.

En cas d'absence de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'agence de l'eau Adour-Garonne exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande l'agence de l'eau Adour-Garonne se réserve le droit de résilier le marché.

ARTICLE 14. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Il est rappelé que le titulaire doit informer ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

14.1 Confidentialité

Tous les renseignements obtenus, tous les documents communiqués ou élaborés, les rapports remis à l'Agence en exécution du présent accord cadre, sont strictement confidentiels. Ils ne devront, en aucun cas, être communiqués à un tiers, ni utilisés à des fins commerciales, ni pour des publications ou mémoires, même de diffusion restreinte, à moins d'autorisation expresse écrite de l'Agence.

Le titulaire s'engage à conserver confidentiels et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de l'Agence ou de ses partenaires qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent accord cadre.

Le titulaire se porte garant du respect par ses agents ou les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de confidentialité. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire encourt les sanctions prévues la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi que la résiliation pure et simple de l'accord cadre aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que le titulaire aurait pu obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention, et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de sa part. En revanche, le regroupement de ces informations, leur mise en forme ou leur analyse rentre dans le champ de l'engagement.

14.2 Protection des données personnelles

Si la mission nécessite que le titulaire mette en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'agence concernée, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, une convention sera établie à cet effet entre l'agence et le titulaire. Cette convention précisera :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;

- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

14.3 Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

ARTICLE 15 – PRIX

Les prix applicables aux quantités réellement exécutées sont ceux figurant au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Ces prix sont unitaires, définitifs et révisibles en cas de reconduction du marché et spécifiques à chaque agence pour tenir compte des frais de déplacements.

Les prix unitaires indiqués l'acte d'engagement sont indiqués hors TVA ; ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, autres impôts et taxes ainsi que les frais de déplacements et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

La TVA est appliquée en sus au taux en vigueur.

ARTICLE 16 – REVISIONS DES PRIX

En cas de reconduction du marché, les prix figurant au bordereau de prix unitaires de l'accord-cadre sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation, à la date d'anniversaire du marché (par rapport à la date de notification) suivante :

$$P = [0,70 (S/S_0) + 0,30 (FSD1/FSD1_0)] * PO.$$

dans laquelle :

- P représente chaque élément de prix figurant dans le bordereau de prix unitaires révisé,
- PO représente chaque élément de prix figurant dans le bordereau de prix unitaires initial,
- S représente la valeur de l'indice Syntec révisé connue à une date antérieure de 3 mois à celle de la notification du marché,
- S₀ représente la valeur de l'indice Syntec révisé connue à la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation,
- Fsd1 représente la valeur de l'indice Frais et Services Divers 1, connue à une date antérieure de 3 mois à celle de la notification de du marché,
- Fsd1₀ représente la valeur de l'indice Frais et Services Divers 1, connue à la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés deviendront les prix de règlement applicables pour une même campagne (livrables et réunions incluses) .

ARTICLE 17 – MONTANTS MINIMUM ET MAXIMUM ANNUELS PAR LOT

Chaque lot est conclu sans minimum et pour les montants maximums annuels suivants :

Lot	Intitulé du lot	Montant maximum total €HT -campagne 2025	Montant maximum total €HT -campagne 2026	Montant maximum total €HT -campagne 2027
1	Suivi des MEC et MET de la Mer du Nord	40 000	60 000	20 000
2	Suivi des MEC et MET des estuaires picards	45 000	55 000	30 000
3	Suivi des MEC et MET de la Baie de Seine EST	50 000	105 000	35 000
4	Suivi des MEC et MET de la Baie de Seine OUEST	40 000	100 000	30 000
5	Suivi des MEC et MET de l'Ouest et Nord Cotentin	75 000	100 000	60 000
6	Suivi des MEC et MET du Subtidal côtier en Bretagne et estuaires en Bretagne nord	80 000	65 000	35 000
7	Suivi des MEC de l'Intertidal côtier en Bretagne	120 000	25 000	25 000
8	Suivi des MET des Estuaires en Bretagne sud	5 000	65 000	45 000
9	Suivi des MEC et MET de la Loire-Atlantique et Vendée	50 000	105 000	65 000
10	Suivi des MEC et MET de la Charente -Maritime nord	25 000	5 000	25 000
11	Suivi des MEC et MET de Charente-Maritime sud	35 000	65 000	20 000
12	Suivi des MEC et MET du Sud Gironde	55 000	80 000	30 000
TOTAL annuel		620 000	830 000	420 000
TOTAL ACCORD CADRE		1 870 000		

L'estimation financière pour le programme du marché est répartie comme suit :

AP				
	2025	2026	2027	Total
Lot 1	35 000	56 000	14 000	105 000
Lot 2	42 000	49 000	28 000	119 000

SN				
	2025	2026	2027	Total
Lot 3	46 000	99 667	30 667	176 334
Lot 4	34 500	95 833	26 833	157 166
Lot 5	69 000	92 000	57 500	218 500
LB				
	2025	2026	2027	Total
Lot 6	74 300	58 757	31 969	165 026
Lot 7	111 450	18 575	18 575	148 600
Lot 8	0	63 622	40 182	103 804
Lot 9	43 341	99 066	61 916	204 323
Lot 10	18 575	0	20 091	38 666
AG				
	2025	2026	2027	Total
Lot 11	30 000	62 000	15 000	107 000
Lot 12	51 000	74 000	27 000	152 000
TOTAL	555 166	768 520	371 733	1 695 419

Soit un volume sur 3 ans d'environ 1 700 000 euros HT.

ARTICLE 18 – MODALITES DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT ET REGLEMENT

18.1 Présentation de la demande de paiement et de son annexe

Les demandes de paiement (factures), comportent au minimum les mentions suivantes :

- Nom et raison sociale du créancier,
- N° d'identification SIREN ou SIRET le cas échéant,
- N° de l'accord cadre,
- N° du lot concerné et son libellé
- Réf bon de commande,
- Date d'exécution des prestations,
- Désignation du débiteur (Pouvoir adjudicateur à l'occurrence l'Agence),
- Rappel du montant des quantités commandées
- Désignation des prestations exécutées
- Prix unitaires de règlement tels que définis à l'article 15 ci-dessus,
- Montant total hors taxes (HT),
- Montant et taux de TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises (TTC) des prestations livrées ou exécutées,
- Numéro et date de facturation.

Nota : Dans le cas où le titulaire est attributaire de plusieurs lots, il est précisé qu'il est attendu impérativement des demandes de paiement par lot.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

En cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution de l'accord, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut établir une facture en un seul original papier et l'adresser ou la remettre au siège de l'agence concernée.

18.2 Cotraitance

En cas de cotraitance, les demandes de paiement sont établies et présentées suivant les conditions mentionnées à l'article 12 du CCAG FCS.

18.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite comme précisé à l'article

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance.

Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre récépissé.

Le titulaire dispose alors de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse parallèlement sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée de copies des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé. À cet égard, il convient de bien distinguer la demande de paiement des factures elles-mêmes. La demande de paiement doit être libellée, ainsi que l'indique l'article R2193-11 du code de la commande publique, au nom du pouvoir adjudicateur alors que les factures sont émises par le sous-traitant au nom du titulaire. En aucun cas, le sous-traitant n'est habilité à émettre des factures au nom du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après. Ce délai court :

- soit à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

Le pouvoir adjudicateur informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

18.4 Financement du marché

Le financement du marché est assuré sur les fonds propres de chaque agence de l'eau.

18.5 Modalités de paiement

18.5.1 Avance

Une avance est accordée dès lors que les conditions de l'article R2191-3 et suivant du code de la commande publique sont remplies sauf si son versement est refusé par le bénéficiaire. Dans ce cas, l'option A du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

18.5.2 Acomptes et solde

Les prestations peuvent faire l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait suivant les conditions de l'article 11 du CCAG FCS. Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à l'admission des livrables prévus ou au terme de l'exécution des prestations.

Il est rappelé que le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations effectuées.

18.5.3 Délai de paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

18.5.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fixé fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au marché est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

18.6 Comptable assignataire de la dépense

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de l'agence de l'eau Adour Garonne.

18.7 Cession de créances

La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique est l'ordonnateur de l'agence concernée par la créance.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent Comptable de l'agence.

ARTICLE 19 – DUREE DE L’ACCORD CADRE

19.1 Durée des lots

Le présent marché est passé pour une durée d’une année à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement au plus deux fois par période de 1 an, sauf renonciation de l’agence dans les conditions précisées ci-après.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction tacite

19.2 Modalités de non-reconduction

En cas de non-reconduction, l’agence notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l’accord-cadre, au moins deux (2) mois avant sa date anniversaire de notification.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu’à la fin de la période en cours et par l’exécution des commandes en cours même si leur durée excède la durée de validité de l’accord cadre.

En cas de décision de non-reconduction de l’accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, aucune justification ni indemnité de quelque nature que ce soit ne sera due au titulaire.

19.3 Durée de validité de l’accord cadre et durée d’exécution des bons de commande

La durée de validité de l’accord cadre est la période à l’intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Cette durée correspond à la durée indiquée à l’article 19.1 ci-dessus, en fonction du lot.

La durée d’exécution des bons de commande ne peut excéder le 30 juin de l’année n+1 de la campagne concernée (date limite pour la remise du rapport final prévu à l’article 4.3 du CCTP) , sauf cas de prolongation prévus à l’article 13.3 du CCAG FCS.

ARTICLE 20 – DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS PAR LOT

Les délais d’exécution et de la remise des résultats correspondant sont fixés au CCTP régissant le présent accord cadre.

ARTICLE 21– PENALITES DE RETARD

21.1 Montant des pénalités

Par dérogation à l’article 14.1.1, des pénalités de retard seront appliquées en cas de retard constaté dans la remise des rapports et données, prévus à l’article 4.3 du CCTP, suivant les dispositions ci-après

$P = \frac{V \times R}{100}$	<p><i>Dans laquelle :</i></p> <p>P = le montant de la pénalité ;</p> <p>V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, du bon de commande</p> <p>R = le nombre de jours calendaires de retard.</p>
------------------------------	---

Lorsqu'elle envisagera d'appliquer des pénalités de retard, l'agence invitera, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précisera le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'agence considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations (remise des données ou des rapports) est expiré.

21.1 Plafonnement

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant cumulé des pénalités de retard est plafonné à 30 % du montant du bon de commande sur lequel porte les pénalités.

21.2 Exonération et mise en recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le marché ne prévoit pas d'exonération de pénalités.

Toutefois, le titulaire est averti que les pénalités ne seront pas mises en recouvrement tant que le montant total de celles-ci pour la durée de l'accord cadre telle que définie à l'article 19 ci-dessus, n'excèdera pas 30 euros.

Au-delà de ce montant, les pénalités cumulées dès le 1er euro seront alors mises en recouvrement.

21.3 Pénalités en cas de cotraitance

Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, les pénalités seront partagées :

- Soit au prorata de la part de la commande incombant à chaque membre par rapport au montant total de la commande, dans le cas où le retard est imputable à l'ensemble des entreprises constituant le groupement ;
- Soit sur la part de la commande du ou des membres membre(s) sur lequel (lesquels) le retard est clairement imputable.

ARTICLE 22 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que ni l'agence, ni le titulaire, ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations pourra être prononcée dans les conditions prévues à l'article 24 du CCAG FCS.

ARTICLE 23 – CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que le titulaire ou l'agence ne pourraient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examineront de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviendront, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire sera tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'agence d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en oeuvre.

Les surcoûts pris en charge par l'agence peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans les mêmes conditions prévues ci-dessus à l'article 17.

ARTICLE 24 – VERIFICATION DES PRESTATIONS ET DECISIONS

Ce dispositif concerne la vérification des prestations exécutées et des livrables associés ; il est indépendant de toutes les pénalités qui pourraient être liées à l'exécution des prestations.

24.1 Vérifications quantitative et qualitative

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées après exécution de la prestation correspondant au bon de commande.

Les vérifications prévues sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-FCS. Le pouvoir adjudicateur peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées.

24.2 Décisions après vérification

Au terme des opérations de vérification ci-dessus, chaque agence peut prendre des décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations. Les décisions de réfaction et de rejet notifiées au titulaire sont motivées et le titulaire peut présenter ses observations, dans les conditions et délais prévus aux articles 29 et 30 du CCAG FCS.

ARTICLE 25 – PROPRIETE DES RESULTATS

25.1 Propriété des données et outils utilisés pour les besoins des prestations

Le titulaire devra garantir l'Agence concernée et le coordonnateur contre tout recours de tiers (notamment des auteurs) quant à l'utilisation des différentes données collectées et outils dans le cadre des prestations et en tenir compte dans sa rémunération. Au besoin, il devra prémunir l'Agence par le biais d'une autorisation du producteur de la donnée ou de l'outil, détaillant les usages et les destinations souhaités.

Sauf stipulation contraire du producteur, toutes les données auxquelles aura accès le prestataire, dans le cadre du présent marché seront restituées à ses propriétaires au terme des prestations.

25.2 Propriété des résultats

Les agences sont propriétaires exclusifs des droits patrimoniaux sur les résultats des prestations menées par les titulaires et de tous les rapports en découlant. Ces résultats pourront être exploités indifféremment par les agences sur tous supports matériels ou immatériels et en tous lieux (France et étranger) pendant une durée d'au moins 70 ans.

Les rémunérations perçues par le titulaire au titre du présent accord cadre sont réputées couvrir la l'ensemble des droits cédés.

Par ailleurs, les agences interdisent aux différents titulaires toute exploitation à des fins commerciales ou non des résultats des présentes prestations, sauf autorisation expresse.

Les images éventuellement utilisées non soumises à des licences et acquises dans le cadre des prestations seront la propriété pleine et entière des agences, qui se réserve la possibilité de les publier gratuitement, et sous licence publique, ou licence libre. Les banques de photographie citeront les mentions de droit d'auteur dans les métadonnées de l'image.

ARTICLE 26 – RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié dans les cas précisés aux articles 38 et suivants du CCAG FCS.

Le décompte de résiliation sera alors établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS.

ARTICLE 27– EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE

Si le titulaire ne se soumet pas aux prescriptions et délais figurant dans la lettre de mise en demeure que l'Agence lui notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation à ses torts sera prononcée.

Dans ce cas, l'agence pourra avoir recours à un tiers pour palier à la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée du marché pour assurer les prestations défaillantes, dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

Elle fera donc procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues, aux frais et aux risques du titulaire qui devra supporter l'augmentation des dépenses en résultant, par rapport aux prix du marché.

Ce supplément figurera alors dans le décompte de résiliation qui sera établi.

Il est précisé que l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 28 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Les modifications pourront concerner entre autres :

- le changement du ou d'un des contractants ;
- la prise en compte de nouvelles normes et/ou la modification de protocoles nationaux ;
- la prise en compte de prestations supplémentaires comme la détermination de paramètres en complément

ARTICLE 29 – PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'agence pourra passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées aux titulaires du présent marché.

Dans ce cas le montant maximum du marché ne pourra excéder 30% du montant maximal fixé à l'article 17 ci-dessus pour chacun des lots.

ARTICLE 30 – DIFFERENDS ET LITIGES

30.1 Différends

Les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS s'appliquent.

Il est rappelé que tout différend entre le titulaire et l'Agence doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En l'absence d'accord entre les parties, les parties peuvent avoir recours aux comités consultatifs de règlement amiable (CCIRA) des différends ou litiges dont dépend l'agence :

DRJSCS d'Aquitaine

Comité consultatif de règlement amiable des litiges

103 bis rue de Belleville , BP 952

33000 Bordeaux.

Téléphone : +33 557 019 751

Télécopie : +33 557 019 666

30.2 Tribunal compétent

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

L'Instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif dont dépend le pouvoir adjudicateur soit le :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV 31068 Toulouse Cedex 7

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Adresse Internet: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

Adresse Télérecours : <http://www.telerecours.fr>

ARTICLE 31 – DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
Article 11 sur les modalités d'envoi des bons de commande	Article 3.7.1
Article 21.1 sur le calcul des pénalités	Article 14.1.1
Article 21.2 sur le plafonnement des pénalités	Article 14.1.2
Article 21.3 sur les modalités d'exonération des pénalités	Article 14.1.3

Fait à Toulouse, le

La Directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Par délégation, Martine GAECKLER

Directrice générale adjointe Ressources